

Pages de gauche

MENSUEL D'OPINIONS SOCIALISTES INDÉPENDANT

ÉDITORIAL

Test social européen

Le concept de la thérapie de choc, après avoir ravagé l'Amérique du Sud, la Russie et l'Asie du Sud-est, fait une entrée fracassante au sein même de l'Union européenne, plus spécialement en Grèce. Les pratiques «créatives» de la comptabilité nationale grecque conjuguées à une poussée de fièvre spéculative ont révélé les contradictions non-résolues au sein de l'UE. Le manque de coordination des politiques économiques, fiscales et sociales après l'introduction de la monnaie unique, et une politique monétaire anti-inflationniste, ont restreint la marge de manoeuvre budgétaire des États sans réduire les déséquilibres entre les économies européennes.

La réaction des élites européennes a un air de déjà-vu: la Grèce se doit de faire pénitence dans les plus brefs délais afin de calmer le courroux des nouvelles divinités qui régissent ce monde: les marchés financiers. Ironie fréquemment répétée ces dernières décennies, un gouvernement de gauche s'empresse, la mort dans l'âme, de prôner une politique de réduction du déficit budgétaire à marche forcée, de 12,7% à 3% du PIB en 3 ans. Un des effets de telles mesures est invariablement de paupériser les classes populaires et de laminer les classes moyennes. Plus absurde encore, le remède préconisé ne fera que ralentir le rétablissement du patient au lieu de l'accélérer. L'Allemagne, qui se perçoit comme un modèle de discipline économique, ne se prive pourtant pas d'exiger plus de responsabilité de la part des pays du sud de l'Europe. Les premières conséquences sociales se font sentir. Mais contrairement au FMI en son temps, les pays de la zone euro ne pourront pas s'en laver les mains. Le défi sera donc de gérer les remous provoqués par la cure d'austérité budgétaire au niveau européen.

Réd.



À quand le pilier unique?

Après une victoire à reculons contre le démantèlement du deuxième pilier, il faut remettre sur la table la vraie question. Quelle est le bon système? Pas besoin de chercher trop loin: nous avons trois piliers. Le premier, l'AVS, est solidaire, simple, solide. Le deuxième est individualiste, compliqué et plein de fuites. Le troisième est simplement une juteuse source de profits pour les assurances. Mieux vaut bon gros pilier de marbre que trois petits dont deux sont en carton.

■ Énergies

De la promotion des ressources renouvelables au chauvinisme techno-entrepreneurial

Page 3

■ Assurances sociales

Une salve de contre-réformes: après le 2^e pilier, l'AVS et l'AI sous le feu des coupes

Page 5

■ International

Entre Obama et les syndicats, la tension monte

Page 6

CAMARADE CHRONIQUEUSE

Élections 2011 et électorat populaire

À l'heure où les élections fédérales 2011 approchent à grands pas, il n'est pas inutile de s'arrêter un instant sur quelques constats des élections fédérales 2007. En 2007, contrairement à ce qu'ont affirmé plusieurs observatrices-eurs juste après les élections, le PS n'a pas eu de peine à convaincre son électorat de la nouvelle classe moyenne, mais a eu beaucoup de peine à rassembler son électorat ouvrier. Pour preuve, parmi les «spécialistes socio-culturels» (personnes bien qualifiées travaillant dans le domaine de la santé, du social, des médias, etc.), 34% accordaient leur soutien au PS, contre seulement 16% des travailleuses-eurs de la production et des services*. A l'autre bout de l'échiquier politique, l'UDC récoltait 38% et 40% des voix des travailleuses-eurs de la production et des services respectivement.

Le PS a parfois eu tendance ces dernières années à oublier qu'un électorat ouvrier et populaire existait encore. Il n'était pas rare d'entendre au sein du parti des personnes se demander si la population ouvrière n'était pas que composée d'étrangères-ers, donc mis à part dans quelques cantons, pas en mesure de voter. Or, si l'on regarde les résultats d'études sur la structure sociale en Suisse*, ce n'est pas ce que l'on observe. Certes, les personnes de nationalité étrangère, qui composent environ 20% de la population suisse, sont surreprésentées dans les catégories des ouvrières-ers non qualifié-e-s (41%) et des travailleuses-eurs des services non qualifié-e-s (33%). Dans la catégorie des ouvrières-ers qualifié-e-s, la proportion d'étrangères-ers descend à 27%. Ainsi, même dans la catégorie des ouvrières-ers non qualifié-e-s où les étrangères-ers sont les plus nombreuses-eux, les citoyens-ne-s suisses forment

toujours la majorité du groupe.

RECONNAÎTRE ET MOBILISER

Un succès du PS en 2011 sera certainement étroitement lié à sa capacité à mobiliser les classes populaires et à créer une alliance large avec les classes moyennes. Mais la création de cette alliance n'est pas un processus qui se fera de manière naturelle. Au contraire, le PS devra fournir de nombreux efforts, à la fois au niveau politique et organisationnel. Tout d'abord, quels thèmes sont en mesure de mobiliser ces deux groupes? Dans les années 1980, quand on parlait déjà de «crise» de la social-démocratie, nombreuses-eux étaient celles-eux qui préconisaient comme nouveau programme la démocratisation de l'économie.

Aujourd'hui, avec la crise économique mondiale, il faut se demander si ce thème ne pourrait pas être remis à l'ordre du jour. Les dérives du système financier et les pressions croissantes au travail d'ordre matériel ou psychologique pré-occupent autant celles-eux du «milieu» que celles-eux «d'en bas». Ensuite, au niveau organisationnel, le PS ne pourra pas faire l'économie d'une discussion sur la diversité de ses membres. Le développement de projets pour une alliance doit commencer à l'intérieur du parti, par l'échange des expériences entre les membres des classes populaires et des classes moyennes.

Line Rennwald

*Voir Daniel Oesch (2006): Redrawing the Class Map. Stratification and Institutions in Britain, Germany, Sweden and Switzerland, *Londres, Palgrave Macmillan*.



La fessée

L'HUMEUR DE LA RÉDACTION

Les vieux démons

L'armée suisse est dans un état de déliquescence avancé. Il suffit pour s'en convaincre de lire les dernières élocubrations de son chef, André Blattmann, qui envisage devoir contrer une invasion de grecs en banqueroute étatique et qui s'apprête à décréter la mobilisation générale en cas de troubles sociaux en France ou en Italie. Heureusement pour lui que l'espoir meurt en dernier.

C'est peut-être la comparaison de la crise de 2008 avec celle de 1929 qui a réveillé les vieux démons qui sommeillaient à l'état-major et n'attendaient que l'occasion de se sentir vibrer comme au temps de Guisan. Blattmann doit compter sur une troisième guerre mondiale pour passer du statut de dérangé de la carte stratégique à celui de père de la nation. Et d'espérer, 50 ans après ses obsèques, recevoir de son canton d'origine un site aussi instructif que www.50emeguisan.ch où l'on apprend que «Henri Guisan a marqué le 20ème siècle par sa personnalité et son charisme. Il a contribué à rendre crédible la défense d'un pays neutre au cœur de la tourmente mondiale, qui n'a pas seulement été militaire mais aussi idéologique».

On savait que les vieux démons avaient survécu dans les boîtes crâniennes des militaires suisses. Il est plus inquiétant de voir le panégyrique à Guisan relayé officiellement depuis le site Internet de l'État de Vaud (www.vd.ch). En attendant, rendez-vous est donné à tous les nostalgiques de la gâchette le 12 avril à Pully pour les 26 coups de canon en l'honneur du Général. Il y aura un coup par canton et demi-canton – authentique.

Arnaud Thiéry

ÉNERGIES

Critique du nationalisme renouvelable

Il existe plusieurs bonnes raisons de soutenir l'initiative pour les énergies renouvelables lancée par le Parti socialiste suisse et qui demande d'inscrire dans la Constitution un objectif de production d'énergie renouvelable d'au moins 50% d'ici à 2030. Mais on peut s'inquiéter des arguments utilisés lors de la dernière assemblée des délégué·e·s du PSS, à Berne, le 27 février, par Andreas Rickenbacher, Conseiller d'État socialiste en charge du Département de l'économie du Canton de Berne, lorsqu'il dit:

«La Suisse a toujours été la plus forte lorsqu'elle a défendu l'innovation, la richesse de la découverte et l'esprit pionnier. [...] Nous ne sommes pas un pays de banquiers, de fraudeurs fiscaux, de receveurs de bonus ou d'analystes financiers, mais un pays de brillants ingénieurs, d'entrepreneurs de PME honnêtes, de travailleurs spécialisés de l'industrie motivés et de penseurs innovants. [...] La concurrence ne dort pas. L'Allemagne occupe une position leader en matière d'énergies renouvelables. La Suisse ne peut pas rater ce marché d'avenir. C'est pourquoi nous en appelons au peuple suisse afin de sauver la place industrielle et innovatrice suisse des individus cupides et sans imagination de la place financière globale et de leurs lobbyistes dans les partis bourgeois.»

BONNE INDUSTRIE CONTRE MAUVAISE FINANCE?

Le PS est-il en train de défendre un bon capitalisme industriel, compétitif, honnête et national contre un mauvais capitalisme financier, malhonnête et «global»? Un tel discours serait très dangereux sur plusieurs plans.

Premièrement, il supposerait que le capitalisme industriel suisse est sain et que les menaces sur ce «bon» capitalisme viennent de l'extérieur, de l'étranger, de la finance globalisée. Or, s'il est bien un pays dans lequel la

finance est une caractéristique nationale, c'est la Suisse. De surcroît, faire croire que les «industriels» suisses n'auraient rien à voir avec les «financiers» est une simple tromperie. La finance est absolument nécessaire au capitalisme, et vouloir sauver la «bonne industrie» contre la «mauvaise» finance, c'est faire comme si nous ne vivions pas dans un système capitaliste.

UN NATIONALISME PROGRESSISTE

Deuxièmement, ce discours est fondamentalement nationaliste. Un nationalisme «progressiste» peut-être, mais un nationalisme. Que signifie en effet la défense de la compétitivité de l'industrie suisse (contre la concurrence, allemande en l'occurrence)? Être compétitif signifie que les entreprises suisses seraient meilleures que les entreprises concurrentes se situant dans d'autres pays (produits plus performants, prix plus bas). Une telle compétitivité fondée sur l'innovation suppose néanmoins une exclusion de la concurrence. Les découvertes faites à un endroit doivent pouvoir être gardées secrètes ou interdites aux autres (par le biais de brevets). Une telle perspective empêche d'imaginer la mise à disposition publique de l'innovation à l'ensemble de la population mondiale, mais vise au contraire à assurer à «nos» entreprises nationales des rentes de monopole technologique.

Autrement dit, le «partenariat social» qui est proposé pour la classe ouvrière suisse est de se lier avec son «bon» patronat industriel national contre le patronat et les salarié·e·s d'autres pays et contre la finance globalisée. A notre sens, le but d'une initiative du PSS ne devrait pas être d'aider «nos» entrepreneurs à vaincre leurs concurrents sur un «marché d'avenir», ni d'aider «nos» entrepreneurs à se débarrasser des «financiers cupides». Il doit être d'ai-

der concrètement les travailleurs et les travailleuses. Prétendre qu'améliorer la compétitivité des entreprises suisses, c'est créer des emplois et améliorer le sort de la classe ouvrière, c'est accepter la rhétorique libérale et nationaliste. Il y a probablement d'autres perspectives pour un parti socialiste. Nous y reviendrons.

Romain Felli

Rouge + Vert = Jaune?

Le PSS a édité un petit journal pour promouvoir son initiative «cleantech». A l'intérieur, pour défendre le point de vue «syndical», on y donne deux pages à «l'organisation faïtière des travailleurs Travail Suisse». Pourquoi ce syndicat chrétien, jaune, et défavorable aux intérêts des travailleuses-eurs obtient-il une telle publicité au sein de la propagande du PSS, alors que la centrale syndicale socialiste, l'USS, n'y est même pas mentionnée? Est-ce un effet de la domination de l'aile droite du PSS sur cette initiative? En tout cas il convient de s'interroger sur la place qui est désormais accordée à ce satellite du PDC au sein du PSS. Et de s'y opposer fermement.

IMPRESSUM

Abonnement annuel: Fr. 49.-
Abonnement de soutien: Fr. 130.-
Abonnement réduit: (AVS, AI, étudiant·e·s, chô·m·euses·eurs) Fr. 39.-
CCP 17-795703-3

www.pagesdegauche.ch

Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:

Samuel Bendahan (SB), Antoine Chollet (AC), Maurizio Colella (MC), Romain Felli (RF), Adrien Fontanellaz (AF), Benoît Gaillard (BG), Stéphanie Pache (SP), Line Rouyet (LR), Arnaud Thiéry (AT).

Comité:

Olivier Barraud, Valérie Boillat, Michel Cambrosio, Dan Gallin, Dominique Hartmann, André Mach, Pierre-Yves Maillard, Stéphane Montangero, Philippe Müller, Chantal Peyer, Géraldine Savary, Alberto Velasco.

Collaborations permanentes:

Grégoire Junod, Salima Moyard, Philippe Mivelaz, Philipp Müller, Christian Vuilloud (Cévu), Julien Wicki.

Maquette:

Marc Dubois, Lausanne.

Secrétariat de rédaction et mise en page:
Benoît Gaillard.

Webmaster:

Mathieu Gasparini.

Impression:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

ASSURANCES SOCIALES

Mieux vaut un pilier que trois pillés

Quelle gifle! La droite unie contre les rentes du deuxième pilier a perdu lamentablement, recueillant un peu plus de 20% des suffrages, malgré l'investissement de millions dans la campagne. Ca fait plaisir! Mais attention: si le score est monumental, la victoire est petite. Un changement scandaleux a été repoussé, mais rien ne pointe à l'horizon, quant à l'amélioration du système actuel, bourré de défauts pourtant décriés pendant la campagne.

Malgré la victoire écrasante, rien ne changera: il y aura toujours un vol des rentes par les caisses privées, les frais de gestion seront toujours scandaleux, le système sera toujours mauvais. Surtout, les rentes seront toujours insuffisantes pour les plus précarisé-e-s. Le problème, c'est qu'il faudrait un autre système. Le système des trois piliers a beau paraître séduisant, il cumule les défauts.

UN PILIER DE MARBRE...

Le premier pilier, l'AVS, fonctionne selon une logique de répartition. Outre l'avantage d'une véritable solidarité intergénérationnelle, l'AVS a une qualité de grande valeur: elle est simple. Chaque année, il y a des entrées et des sorties, et il est très facile de savoir où on en est. Un déficit est identifiable sans difficulté, et il est aisé de trouver des méthodes pour maintenir le système: hausse des cotisations, transferts d'impôts, modifica-

tions des prestations, élargissement de l'assiette.

... ET DEUX EN CARTON

Les deux autres piliers fonctionnent à la base selon une logique de capitalisation: il s'agit essentiellement d'un système peu solidaire. Étant donné qu'on individualise les risques et les rentes, en plus d'être moins sociale, c'est une logique beaucoup plus compliquée et moins transparente, qui oblige à faire des spéculations sur le futur à des échelles extrêmement lointaines, même si l'on sait qu'il est impossible de le faire de façon crédible. Alors, chacun y va de sa prédiction, avec en particulier une droite qui choisit ses visions en fonction d'un objectif politique de privatisation et de démantèlement. La gestion des fonds de pension est en réalité peu contrôlée dans un système où la voix des employé-e-s est souvent noyée par la complexification du système. Que voulez-vous répondre à un actuaire aux lunettes noires, payé grassement par les caisses privées, qui vous explique formules à l'appui qu'il est obligatoire de réduire les prestations?

Pour le troisième pilier, c'est encore pire. Étant donné qu'il est beaucoup moins réglementé que le deuxième, les assurances peuvent encore plus facilement en tirer des profits. Pour que de nombreuses personnes s'orientent vers un troisième pilier, il faut bien sûr que les deux précédents soient insuffisants.

La non-transparence du système permet justement d'affaiblir l'AVS en noyant les réformes dans le système des multiples piliers: il est plus facile de s'y attaquer si l'on peut argumenter qu'il y a

d'autres piliers qui soutiennent le même édifice. Cette même non-transparence permet aux caisses privées de tirer des profits juteux du deuxième pilier, notamment à travers des frais de gestion, des faux coûts et des prises de bénéfice injustifiées. Pour le troisième, on sait qu'il s'agit d'une prestation très lucrative. Par conséquent, si l'assurance gagne, l'assuré-e perd.

De surcroît, il ne faut pas négliger le volume du système. Les avoirs sous gestion du deuxième pilier en Suisse sont de 600 milliards de francs. Il s'agit d'une somme considérable, qui dort inutilement. Le système par répartition de l'AVS, lui, ne bloque pas des fonds aussi considérables.

PLUS POUR MOINS CHER

Passer dans un système avec une logique de répartition, permettrait de libérer des milliards de fonds, d'avoir un système simple et qui peut répondre de façon simple et flexible aux besoins de la population. Mais surtout, étant donné les surcoûts et risques liés aux deuxième et troisième piliers, nous pourrions verser, pour un montant identique de cotisation, des rentes qui seraient beaucoup plus élevées. En effet, même s'il faut avouer qu'aujourd'hui il existe encore des gens qui n'ont pas droit à une rente du deuxième pilier, la différence entre ce que l'on paie (en termes de cotisations) et ce que l'on reçoit (en termes de rentes) est gigantesque. Il faut être complètement irrationnel pour ne pas passer dans un système plus simple, meilleur, moins cher et plus efficace... ou alors y avoir un intérêt inavouable...

Samuel Bendahan

IMPRESSUM

Abonnement annuel: Fr. 49.-
Abonnement de soutien: Fr. 130.-
Abonnement réduit: (AVS, AI, étudiant-e-s, chômeuse-s) Fr. 39.-

CCP 17-795703-3
www.pagesdegauche.ch
Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:
Samuel Bendahan (SB), Antoine Chollet (AC), Maurizio Colella (MC), Alain Dilbergot (AD), Romain Felli (RF), Adrien Fontanellaz (AF), Benoît Gaillard (BG), Stéphanie Pache (SP), Line Rouyet (LR), Arnaud Thiéry (AT).

Comité:
Olivier Barraud, Valérie Boillat, Michel Cambrosio, Dan Gallin, Dominique Hartmann, André Mach, Pierre-Yves Maillard, Stéphane Montangero, Philippe Müller, Chantal Peyer, Géraldine Savary, Alberto Velasco.

Collaborations permanentes:
Grégoire Junod, Salima Moyard, Philippe Mivelaz, Philipp Müller, Christian Vuilloud (Cévu), Julien Wicki.

Maquette:
Marc Dubois, Lausanne.

Secrétariat de rédaction et mise en page:
Benoît Gaillard.

Webmaster:
Mathieu Gasparini.

Impression:
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

LE POING



Le poing aux électeur-trices de **Georges Frêche** en Languedoc-Roussillon qui ont peut-être cru voter à gauche en inscrivant son nom sur leur bulletin électoral, mais qui ont plus vraisemblablement donné leur voix à quelque chose qui se situe entre l'extrême droite et le caniveau. Et tant qu'on y est, un poing pour Frêche lui-même, car l'offre est au moins aussi importante que la demande dans une élection...

LA ROSE



La ligne résolument à gauche et unitaire impulsée au Parti socialiste français par **Martine Aubry** a magistralement porté ses fruits en permettant à la «gauche solidaire», telle que la première secrétaire du PS l'a baptisée, d'infliger une monumentale baffa à la droite (UMP et Modem) ainsi, accessoirement, qu'à la gauche sectaire et définitivement minorisée. Un tel mouvement à gauche mérite bien notre rose.

ASSURANCES SOCIALES

Après la LPP, l'AVS et l'AI

Avant que soit connu le raz-de-marée qui a balayé la baisse du taux de conversion dans la LPP à 6,4%, le Parti socialiste suisse a annoncé un référendum contre la 11e révision bis de l'AVS. Et la 6e révision de l'AI est dans la ligne de mire du parti.

11e RÉVISION DE L'AVS: 800 MILLIONS D'ÉCONOMIES

Le Conseil national a traité en mars la 11e révision *bis* de l'AVS. Ce projet reprend deux points centraux de la révision refusée en 2004, à savoir la hausse de l'âge de la retraite des femmes à 65 ans et le ralentissement de l'indexation des rentes, pour 800 millions d'économies annuelles.

Le débat en mars portait sur la flexibilisation de l'âge de la retraite. La proposition de la gauche consistait à minimiser la diminution des rentes pour les retraites anticipées des bas revenus. La droite a refusé de

voter le financement de cette mesure qui aurait permis une réelle redistribution des revenus en faveur des salarié-e-s modestes. 800 millions d'économies dans les prestations demeurent, mais rien pour les personnes à bas revenus.

6e RÉVISION DE L'AI: SUPPRIMER 12'500 RENTES

Dans le domaine de l'AI, le Conseil fédéral a transmis fin février son message au parlement. L'objectif est de supprimer 12'500 rentes par an entre 2012 et 2018 par un réexamen systématique des conditions d'octroi des prestations.

Ainsi, l'AI pourra décréter que la personne dont la situation est réexaminée est réintégré sur le marché du travail sans qu'un réel changement de santé ne soit intervenu depuis l'attribution de la rente. Une proposition inacceptable alors que la 5e révision de l'AI n'a pas encore déployé ses effets et que

le financement additionnel de l'AI par la TVA devait assurer la stabilité financière de l'assurance.

POUR L'ÉTAT SOCIAL

Les révisions de l'AVS et de l'AI, justifiées par des arguments purement comptables, doivent être combattues. Car les révisions des assurances sociales n'ont pas à être guidées par les statistiques de mortalité, mais par le principe de la redistribution des revenus. La gauche a un projet qui passe par la refonte du système des piliers en une assurance unique au financement solidaire. Les campagnes référendaires devront être un prélude à une réforme en profondeur de la protection sociale suisse radicalement différente de ce que propose la droite.

Arnaud Thiéry

SECRETS BANCAIRES

Impôt libérateur vs. dépôts déclarés

Bien que les débats parlementaires portant sur les conventions de double imposition (CDI) négociées par le Conseil fédéral en 2009 ne débiteront qu'en juin de cette année, les partis ont commencé à se ranger en ordre de bataille.

Ainsi, à la fin du mois de février, le parti libéral-radical rappelait ses dissident-e-s à l'ordre et se fendait d'un communiqué confirmant qu'à ses yeux, les CDI ne constituaient qu'une première étape avant d'axer les négociations avec les pays de l'OCDE dans le sens d'un impôt libérateur, conformément au *diktat* du monde bancaire helvétique. Sans surprise, le PDC défend une position identique.

Face aux partis bourgeois, les Verts et le PS souhaitent imposer aux banques de n'accepter que des dépôts dont il sera prouvé qu'ils

ont été soumis à l'impôt dans le pays de résidence du client. Le second se démarque des autres formations en se disant ouvertement favorable à la mise en place de l'échange automatique d'informations avec le fisc des autres pays. Quant à l'UDC, elle s'est empressée de revêtir ses oripeaux de patriote offensée et prône le rejet en bloc des accords déjà conclus par le Conseil fédéral, ou, *a minima*, leur renvoi devant ce dernier pour renégociation avec les pays concernés afin d'y inclure l'engagement de ne plus utiliser de données volées. Une position aussi illusoire garantit que le reste de la droite ne pourra pas s'y rallier.

À QUI PROFITE LE CRIME FISCAL?

Les partis de gauche voudraient sortir paradoxalement renforcés du débat à venir. Si l'UDC reste isolée, et que l'union de fa-

çade au sein des radicaux-libéraux se lézarde, ils pourraient parvenir à contraindre les banques à s'assurer que les dépôts reçus ont bien été taxés au préalable. Si la formule de l'impôt libérateur devait prévaloir, l'apparente inféodation du PLR et du PDC aux intérêts des milieux bancaires serait une nouvelle fois soulignée auprès de la population, alors que la place financière n'a toujours pas remédié à la perte d'image causée par les affaires UBS, et ce malgré la récente tentative d'émancipation de Fulvio Pelli.

Adrien Fontanellaz

INTERNATIONAL

Obama et les syndicats: un mariage difficile

On sait qu'après une brève lune de miel, les relations entre les syndicats américains et le président Obama se sont dégradées. Alors que les syndicats avaient placé énormément d'espoir dans le nouveau président, se mobilisant et dépensant presque sans compter pour le faire élire, les retours concrets de cet engagement n'ont pas été à la hauteur des espérances.

Républicains et une partie des Démocrates, cette réforme finalement votée par le Sénat et la Chambre, a perdu l'essentiel de ses aspects progressistes. Au final, l'option «publique» ainsi que la caisse unique ont été balayées au profit d'un système qui rappelle étrangement le système anti-social suisse.

Deuxièmement, la réforme de la loi sur les activités syndicales – le *Employee Free Choice Act* – qui devait effacer les attaques anti-syndicales des années Clinton et Bush, notamment en facilitant la possibilité de créer un syndicat au sein d'une entreprise, est elle aussi encore bloquée au parlement.

Troisièmement, l'organe de supervision des relations de travail (le *National Labor Relations Board*, NLRB) est bloqué depuis le début de la présidence Obama. Il s'agit d'une commission judiciaire, composée de cinq membres, qui tranche les conflits de travail portés devant lui, notamment la reconnaissance des syndicats, des accords, et des droits des travailleuses-eurs. Or actuellement, le NLRB, dont les membres,

nommés par le Président, doivent être confirmés par le Congrès, ne comporte plus que deux membres. Ces deux membres, en-dessous du quorum de trois nécessaire à son fonctionnement, ont décidé de ne plus émettre de jugements afin que ceux-ci ne puissent pas être cassés par un organe judiciaire supérieur. Ainsi depuis plus d'une année, la principale instance judiciaire en matière de relations de travail ne fonctionne plus, ce qui profite directement au patronat. Les Républicains qui disposent d'une minorité de blocage au Sénat, accompagnés là encore de quelques Démocrates jaunes, refusent les candidat-e-s proposé-e-s par Obama au prétexte qu'elles-ils seraient trop favorables aux employé-e-s. Après une année de tergiversation, le président Obama vient de décider (le 27 mars) de nommer directement les membres de cet organe par une procédure spéciale («*recess appointment*») qui lui permet de contourner le blocage du Sénat. Cette action clairement en faveur des syndicats, et qui a ajouté à la fureur des Républicains après leur défaite sur l'assurance-maladie, permettra-t-elle de relancer une histoire d'amour actuellement en berne?

Romain Felli

Le NLRB doit notamment émettre une décision sur la légalité, pour les syndicats, d'utiliser leur célèbre rat gonflable géant lors d'un piquet de grève.



CHANSON

Jean Ferrat, le prophète, s'en est allé

Une immense tristesse. Le peuple francophone de gauche est en deuil. Celui qui a su, pendant près d'un demi-siècle, dire son appartenance au peuple des travailleurs dans *Ma France*, dire notre espérance, nos blessures, nos refus. Celui qui a su voir et décrire le monde à notre façon dans *Je ne chante pas pour passer le temps* vient d'être enterré dans son village d'Entraigue. Il me semble que le mot prophète lui va bien, même s'il n'a pas prédit l'avenir, même s'il a revendiqué avec fougue son athéisme.

Les drames ne s'expriment pas en chanson. Il l'a pourtant fait souvent et avec talent par exemple dans *Nuit et brouillard*. Beaucoup de choses qui sont habituellement très difficiles à exprimer, il

a réussi à les mettre en chansons. Par ce support populaire, par ce talent exceptionnel, par cette voix chaude, il a fait éclater tant de vérités à la face du monde et surtout dans les coeurs de ceux qui n'écourent pas les discours savants.

Jean Ferrat a été interdit de radio et de télévision pendant toute sa vie. Seul Michel Drucker l'a invité trois ou quatre fois et ses émissions ont remporté un succès exceptionnel. La soirée du lundi après sa mort, que France 3 lui a consacrée, a été suivie par 5 millions de téléspectateurs alors même que Jean Ferrat n'avait plus produit de chanson depuis près de dix ans. Les vérités qu'il savait chanter étaient formulées avec un tel talent que bien des gens de droite se sentaient également

concernés.

Rappelons-nous que même si ce chanteur a été un compagnon de route des communistes français, dont il a dit l'espoir dans *Potemkine* et le désespoir dans *Le bilan* ou dans *La jungle ou le zoo*, il a aussi exprimé la formidable espérance des socialistes français, quand, à la suite de Mitterrand, ces derniers envisageaient de «Changer la vie» à la fin des années 1970. Souvenez-vous de *J'imagine*.

Les Jean-Villard Gilles (qui a joué le même rôle à l'époque du front populaire), les Brel, les Ferré, les Brassens sont morts. Ferrat était le plus grand. Adieu camarade. *C'est un joli nom camarade.*

Pierre Aguet est ancien conseiller national socialiste

LECTURE

Se changer les idées... sur l'économie

Si vous êtes en quête de lectures agréables et passionnantes, tout en souhaitant en apprendre un peu sur les nouvelles théories en économie, deux livres récents et traduits en français méritent le détour. Tous deux ont le même style et traitent de thématiques similaires, même si l'un est écrit par un économiste (Dan Ariely) et le second par un psychologue (Dan Gilbert). Les auteurs font des liens nouveaux entre psychologie sociale et économie et montrent à travers des expériences intéressantes en quoi de nombreuses idées reçues sur les comportements économiques sont fausses.

Dans *C'est vraiment moi qui décide?*, Dan Ariely montre à quel point les décisions que l'on prend peuvent être affectées par l'irrationnel. On y découvre pêle-mêle que les histoires qu'on nous raconte sur l'offre et la demande sont loin de la réalité, que les bo-

nus mirobolants ne motivent pas à la performance, comment le marketing des prix nous manipule, ou encore ce qu'est l'économie comportementale.

PRÉDIRE LE BONHEUR

Dans *Et si le bonheur vous tombait dessus*, Dan Gilbert explique la différence fondamentale entre ce qui fait vraiment notre bonheur, et ce que nous croyons à ce sujet. Nous ne sommes pas très doués pour prédire ce qui nous rendra heureux. On découvre par exemple dans ce livre de nombreuses expériences ou études suggérant que contrairement à ce que dit la droite, qu'il n'est pas bon de donner de trop gros salaires, même pour les bénéficiaires. On y voit comment fonctionne notre mémoire et notre cerveau, et à quel point on peut être amené à croire des choses fausses lorsqu'elles nous sont suffisam-

ment répétées.

A chaque fois que la droite veut imposer à la population son système inique, elle base son argumentation sur des soi-disant vérités scientifiques et logiques qui sonnent juste et qu'elle assène à coup de millions. Même si beaucoup de personnes à gauche savent très bien à quel point il faut se méfier de l'idéologie dominante qu'on nous impose, ces deux ouvrages sont d'excellents moyens de nous ouvrir les yeux sur certaines idées reçues et de nous donner de bons arguments, mais aussi de profiter d'une très agréable lecture.

Samuel Bendahan

Dan Ariely, C'est (vraiment?) moi qui décide, Paris, Flammarion, 2008

Daniel Todd Gilbert, Et si le bonheur vous tombait dessus, Robert Laffont, 2007

LAÏCITÉ

Lever un coin du voile...

En France, dans le Vaucluse, une femme voilée s'est portée candidate à l'élection régionale. L'attention médiatique et publique s'est donc concentrée pendant un temps sur une candidature individuelle en position non éligible, fait rare alors que le scrutin se fait sur listes bloquées (pas de panachage possible) et donne donc une préséance naturelle aux personnes figurant en tête. Cette femme figurait sur une liste du Nouveau parti anticapitaliste (NPA), qui a d'ailleurs subi, à ces élections, une défaite importante avec environ 2,5% des voix en moyenne nationale.

Mais ce n'est pas ici la défaite des nouveaux anticapitalistes qui nous intéresse. En revanche, il vaut la peine de revenir sur la posture qu'ont adopté nombre de mouvements d'inspiration trotskiste quant à l'Islam et à ses manifestations diverses. Le schéma en est d'une simplicité tant biblique que coranique: l'Empire (c'est-à-dire les États-

Unis) a fait de l'Islam, à travers ses manifestations violentes, un ennemi. Il convient donc pour les opposants de l'Empire de sympathiser avec cet ennemi. De même, lorsque l'État agit contre le voile au nom de la laïcité, il ne fait qu'opprimer une minorité qu'il ostracise. Là encore, la sympathie quasiment inconditionnelle est donc de mise.

LES ENNEMIS DE MES ENNEMIS...

L'extrême gauche joue ici un jeu dangereux. Toute révolte n'est pas bonne à prendre. Et tolérer le voile au prétexte qu'il peut toujours s'agir d'un «choix religieux d'adulte consentant», comme l'exprime Jean-François Grond, porte-parole du NPA, sur *Mediapart.fr*, c'est tout simplement... se voiler la face et ne pas assumer le débat que ne peut pas manquer de susciter une telle annonce.

Nos trotskistes locaux ne sont pas en reste, avec la même imprécision sur ces thèmes.

SolidaritéS, mouvement dont la réputation n'est pas exactement celle de prendre des positions mi-figue, mi-raisin, offre ici une tribune à des féministes de pays musulmans radicalement anti-voiles, et laisse s'exprimer ailleurs dans ses colonnes celles-ceux qui critiquent toute laïcité trop agressive. Ce coupable manque de positionnement clair trahirait-il des arrières-pensées légèrement électoralistes: conserver le vote des féministes anti-voiles, tout en se ménageant un accès aux populations précarisées notamment musulmanes? La ficelle a beau être un peu grosse, le numéro d'équilibrisme n'en sera pas moins difficile.

Le NPA a prévu de clarifier sa position sur les questions religieuses à l'automne 2010. On va voir ce qu'on va voir.

Benoît Gaillard

Merz veut supprimer le haras d'Avenches... et quelques lignes de bus



SALLE DES PAS PERDUS

Contre les retraits d'initiative abusifs

L'initiative de Thomas Minder contre les rémunérations abusives (dont les signatures ont été récoltées quasi exclusivement par des envois et des encarts dans la presse) vaut ce qu'elle vaut: pas grand-chose, voire moins que cela. Il faut surtout éviter qu'elle parvienne à faire croire que les salaires des grands patrons peuvent être «moralisés». Le fussent-ils, il ne faudrait en aucun cas confier cette tâche aux actionnaires...

Quoi qu'il en soit, l'initiative avait au moins un bon côté: effrayer PLR et UDC. Et ça, c'est toujours bien. Alors, quand Blocher (par ailleurs adulé par Minder) a voulu récupérer la sympathie suscitée par l'initiative tout en évitant de la soumettre au vote populaire, on s'est dit: dommage. Mais le PS, en proposant un contre-projet direct, a remis l'initiative sur la voie du vote populaire – et a été suivi par la commission compétente. Chic, on refait peur aux bourgeois! BG

JAB

CH-1450 Sainte-Croix

Adresse de renvoi: Pages de gauche
Case postale 7126, 1002 Lausanne

EN BREF

Prévention

Joseph Zysiadis a promis de s'abstenir de boire de l'alcool pendant 6 semaines. Si en même temps il pouvait s'abstenir de parler...

Régionales françaises

Le NPA obtient 2% des voix. Même mort, Bensaïd continue à plomber la LCR.

Protection de l'enfance

Le Conseil des États veut interdire les jeux vidéos qui encourageraient les jeunes à devenir violent·e·s et à ne plus distinguer la réalité de la fiction. Ils parlent des *traders*?

Protection de l'enfance (bis)

La gauche? Pour le service public. L'Église catholique? Pour les sévices privés.

Menaces sécuritaires

Blatte-man nous fout le cafard.

Des verts et des pas mûrs

Antonio Hodgers a découvert que les Bernois parlent le suisse allemand. Par contre, personne n'a encore osé lui annoncer que le père Noël n'existait pas.

Médias

Le Matin a adopté un poussin dont il relate chaque jour les exploits. En cela, il ne fait que suivre *24 Heures* qui depuis plusieurs années déjà a ouvert ses colonnes aux poulets.

Veste (prise de)

Le 7 mars au soir, le PLR affirmait qu'il ne «promettait» pas que le taux de conversion à 6.8% puisse être maintenu. L'UDC, elle, disait n'être «pas surprise» par le résultat. Une claque et deux stratégies.

Veste (retournement de)

Les Jeunes libéraux-radicaux soudainement défavorables à la révision de l'assurance-chômage. La révision, elle, reste défavorable aux jeunes de toutes tendances.

Verts (sortes de)

Les Verts libéraux talonnent les Verts classiques en ville de Zurich. C'est beau la nature, une espèce en remplace une autre.